



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2792  
4 février 2022  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **Scandale ORPEA Actionnaires criminels, gouvernement complice!**



**Hausse des prix**  
**Pas de salaire ni  
de pension à moins  
de 2 000 €**

Page 3

**Mali**  
**Dehors  
l'impérialisme  
français!**

Page 9



VICTORIA VIENNET

**Nathalie  
Arthaud  
en campagne**

Page 16

**Leur société**

- Hausse des prix : imposer l'augmentation générale des salaires 3
- Cac 40 : les mégaprofits des milliardaires 3
- Salaires : faire payer le grand capital 3
- Orpea : un gouvernement complice du scandale 4
- Des méthodes de gangsters 4
- Médico-social : dans la rue pour les salaires 4
- Primaire populaire : le changement viendra d'ailleurs 5
- Castex à Grenoble : la journée des tuiles 5
- Croissance : de quoi parle-t-on ? 5
- Medef : le patronat dicte ses exigences 6
- Péresse : promesse à la baisse 6
- Le Pen : aux ordres des patrons 6
- Le Maire : les boniments ne remplacent pas les emplois 7
- Autoroutes : pavées d'or 7
- SDFM : et un, et deux, et trois cadeaux pour Bolloré 7
- Saint-Denis : un jugement qui donne raison aux habitants 11
- Martin Hirsch : diviser pour économiser 11
- Pollution des plastiques : un décret poudre aux yeux 11
- Bavure policière : couverte par la justice 11

**Élection présidentielle**

- "Aller chercher l'argent là où il est" 16
- "Comment changer la société?" 16
- Réunions publiques de Nathalie Arthaud 16

**Dans le monde**

- OTAN-Russie : grandes manœuvres et danger de guerre 8
- Ouïghours : indignation à géométrie variable 8
- Mali : dehors les troupes françaises ! 9
- Mort d'un serviteur de l'impérialisme 9
- Chili : se fier au gouvernement de gauche ? 10
- Pérou : la marée noire et ses responsables 10
- Matières premières : des bénéfices forts de café 10
- Jeux vidéos : milliards virtuels et profits réels 10

**Dans les entreprises**

- Dassault Aviation 12
- Thales Groupe 12
- Groupe Safran 12
- SNCF Paris Sud-Est 12
- Renault : la berceuse du PDG 13
- Renault ElectriCity - Douai 13
- Michelin - Bourges 13
- Médiathèque de Saint-Fons 14
- La Poste 14
- Mairie de Beaucaire 14
- Pôle emploi 14
- EDF 15

# Les Ehpad, miroir d'une société malade du profit!

Le scandale Orpea, ce groupe privé gestionnaire d'Ehpad, illustre comment la recherche du profit gangrène toute la société.

Personnes âgées laissées sans soin, mal nourries, rationnées en protections; aides-soignants en sous-effectif permanent, en intérim ou en CDD avec des salaires inférieurs à 1400 euros; surfacturation des produits d'hygiène ou des matériels médicaux payés par l'Assurance maladie et les conseils départementaux. Ce qui se passe dans des Ehpad privés haut de gamme, où la moindre chambre coûte 6500 euros par mois, donne une idée de la façon dont la société traite les retraités des classes populaires

Devant l'émotion, campagne présidentielle oblige, tous les candidats y sont allés de leur indignation. Le gouvernement a annoncé une enquête et convoqué la direction du groupe. Comme si le scandale des Ehpad était nouveau!

Les travailleurs des Ehpad, en première ligne tout au long de l'épidémie, dénoncent depuis des années la maltraitance imposée aux résidents. Ils ont multiplié les grèves pour obtenir des conditions de travail dignes, réclamer des embauches et des augmentations de salaires.

Profitant du vieillissement de la population et du nombre très insuffisant de maisons de retraite publiques, les capitaux privés se sont engouffrés dans le secteur des Ehpad, avec le soutien des gouvernements successifs. Pour les capitalistes, le corps des retraités est une marchandise comme une autre. Ils la nomment « l'or gris ». Ce qui a été naturel dans les sociétés humaines, prendre en charge collectivement les anciens, est devenu source de profit.

Orpea, Korian, DomusVi, quelques grands groupes cotés en Bourse, se partagent 20% du marché. Le secteur est si rentable qu'Orpea a versé à ses actionnaires des dividendes de 12 ou 13%. On trouve parmi eux la société financière de la famille Peugeot. La famille Mulliez fait aussi dans les Ehpad. Pour la bourgeoisie, l'automobile, la distribution ou la dépendance ne sont que des supports interchangeable pour placer leurs capitaux pléthoriques.

Pour développer leurs affaires, ces groupes privés ont trouvé le soutien de l'État. Entre 2002 et 2012, période où la construction d'Ehpad et de cliniques privées a explosé, le groupe Orpea

a bénéficié du soutien sans faille de Xavier Bertrand, alors ministre de la Santé, pour obtenir crédits et autorisations d'ouverture.

Quelle que soit l'écurie politique au pouvoir, toutes les institutions, tous les ministères, sont conçus pour aider les bourgeois à faire des affaires. Dès 2014, Claude Evin, directeur de l'agence régionale de santé francilienne, avait dénoncé les rétrocommissions pratiquées par le groupe Korian au détriment de l'ARS. Aucun ministre dédié aux personnes âgées, ni sous Hollande ni sous Macron, n'a bougé le petit doigt.

Les mieux placés pour rendre publics les malversations financières et les scandales multiples, dans les Ehpad comme ailleurs, ce sont les travailleurs, des aides-soignants aux comptables en passant par les magasiniers. Aujourd'hui, ceux qui osent dénoncer combines et dysfonctionnements sont traqués et licenciés, y compris les militants syndicaux, et tous les témoins demandent l'anonymat. Eh bien, il faut imposer la suppression du secret commercial et des affaires, le contrôle par ceux d'en bas!

Pour s'occuper dignement des anciens, il faut embaucher massivement dans les Ehpad, publics ou privés, comme dans les hôpitaux. Les travailleurs des Ehpad, dont beaucoup sont issus de l'immigration et que Zemmour ou Le Pen stigmatisent, sont indispensables. Quand ils revendiquent des embauches, ils se battent pour l'intérêt des résidents, des familles et donc pour l'intérêt général. Dans cette société, ce sont les travailleurs qui ont le plus grand sens des responsabilités. Ils doivent la diriger.

Personne ne peut vivre avec 1400 euros par mois alors que les prix flambent. Dans les Ehpad comme ailleurs, il faut imposer des augmentations de salaires de 300, 400, 500 euros pour rattraper le pouvoir d'achat perdu. Pas un salaire, pas une pension ne doivent être inférieurs à 2000 euros net par mois. Face au retour durable de l'inflation, la seule protection, c'est l'indexation des salaires et des pensions sur les prix.

Aucune de ces mesures ne tombera du ciel. Elles devront être imposées par nos mobilisations. C'est le programme de combat que je défends dans cette élection présidentielle.

Nathalie Arthaud



Les employées d'un Ehpad Korian en manifestation en 2018.

## Hausse des prix : imposer l'augmentation générale des salaires !

Loin de ralentir, la hausse des prix s'est encore accélérée en janvier, estimée à 2,9 % sur un an par l'Insee dans son rapport publié mardi 1<sup>er</sup> février.

Cette inflation concerne en premier lieu les prix de l'énergie qui ont progressé de 19,7% sur un an, et en particulier les carburants. La hausse atteint 26% pour le gazole et 21% pour le sans plomb 95. Outre le gaz, l'électricité vient encore d'augmenter de 4% le 1<sup>er</sup> février. Dans les milieux populaires, certains doivent limiter leur chauffage cet hiver, et même se nourrir devient un problème alors que les prix des produits alimentaires partent eux aussi à la hausse : au mois de janvier, les pâtes

ont augmenté de 41 %, le sucre et la farine de 6 %, le beurre et les œufs de 5%.

Cette flambée des prix appauvrit de nombreux travailleurs qui ne savent plus comment finir le mois. Face à cette situation, une hausse générale des salaires et leur indexation sur le coût de la vie sont indispensables. Affichant des profits record – plus de 137 milliards d'euros pour ceux du CAC 40 – les grands groupes capitalistes ont les moyens de payer ! À Safran, Dassault, Michelin, Airbus, et dans de multiples

entreprises plus petites, des travailleurs ont débrayé pour exiger des augmentations de salaire. Lors de la journée d'action interprofessionnelle appelée le 27 janvier par plusieurs organisations syndicales, dont la CGT, pour exiger une hausse des salaires et des pensions, plus de 150 000 personnes ont participé à 170 manifestations et rassemblements organisés dans les principales villes du pays. Mais on ne peut s'arrêter là.

Déjà, le 5 octobre, une précédente journée d'action avait réuni des dizaines de milliers de travailleurs dans les rues, sans être



suivie d'aucun autre appel. Rien n'a alors été tenté pour s'appuyer sur ces milliers de travailleurs prêts à manifester et à faire grève, pour leur proposer une politique visant à redonner le moral et à entraîner les autres travailleurs. De même, le 27 janvier est suivi d'un grand silence des confédérations syndicales.

Pour arracher au patronat des augmentations de salaire dignes de ce nom, et encore plus pour imposer que les salaires suivent automatiquement la hausse des prix, il faudra une lutte de tous les travailleurs. Préparer un tel

mouvement d'ensemble n'est pas dans les préoccupations des appareils syndicaux, exclusivement soucieux d'être reçus par le gouvernement et le patronat, et d'être reconnus comme des interlocuteurs responsables. Mais sans attendre les appels des dirigeants syndicaux, les militants et les travailleurs conscients des intérêts de leur classe doivent dès aujourd'hui préparer, par leurs discussions et leurs interventions quotidiennes auprès de leurs camarades dans les entreprises, la contre-offensive du monde du travail.

Marc Rémy

## CAC 40 : les mégaprofits des milliardaires

Les groupes capitalistes répertoriés au CAC 40 ont affiché pour l'année 2021 une hausse record de leurs profits et des dividendes versés aux actionnaires.

Les profits de ces 40 sociétés atteignent un record absolu : 137 milliards de bénéfices. À lui seul, Total Energies (ex-Total) s'apprête à annoncer 15 milliards de profits au moment même où

la population subit la hausse du prix de l'énergie, en particulier celui du carburant. Il est suivi par le géant du luxe LVMH, ou encore Stellantis avec 12 milliards de profits annoncés.

Une part toujours croissante des profits est destinée, non pas à l'investissement, mais à augmenter la fortune des actionnaires. En 2021, les groupes du CAC 40 ont distribué à leurs actionnaires, sous forme de dividendes ou de rachat d'actions, la somme record de 70 milliards d'euros. Rien que ces dividendes, sans compter tous les autres revenus de la grande bourgeoisie, auraient permis de rémunérer 2,3 millions de travailleurs, aujourd'hui au chômage, à 2 000 euros net par mois ou d'augmenter immédiatement de 1 100 euros le salaire mensuel de leurs cinq millions de salariés dans le monde ! Ceux qui prétendent qu'il est impossible d'augmenter les salaires ou d'embaucher, en raison de la baisse de compétitivité ou de l'augmentation des prix qui en résulteraient, mentent. Sans toucher aux prix ou à

l'investissement, la part des profits distribués en dividendes suffirait au contraire à financer une augmentation massive des salaires et de l'emploi.

À l'inverse, dans les entreprises du CAC 40 et bien d'autres, les travailleurs subissent simultanément une précarité croissante, des salaires bloqués et des conditions de travail dégradées. Combinée au déversement d'argent public, cette exploitation renforcée permet l'augmentation générale du taux de profit. L'Insee calcule et publie régulièrement par exemple le « taux de marge » qui correspond à la part des profits déclarés dans la valeur ajoutée. Ce taux de marge a atteint 36% en 2021, record absolu depuis la mesure de ce ratio, en 1949.

À l'autre bout, de nombreuses familles populaires basculent vers la

pauvreté : selon le Credoc, quatre millions de personnes supplémentaires sont « en situation de vulnérabilité à cause de la crise, ce qui les conduit à reporter ou à renoncer à des dépenses essentielles de logement, de santé, de transport, d'alimentation ». Dix pour cent de la population est contrainte de vivre de l'aide alimentaire. L'organisation non gouvernementale Oxfam publiait mi-janvier un rapport indiquant que cinq milliardaires français, dont Arnaud, Pinault et Bettencourt, possèdent désormais autant que 40% de la population en France.

Enrichissement éhonté des uns et misère croissante des autres : la révolution sociale est la seule chose que les capitalistes n'aient pas volée.

Christian Bernac

### 137 milliards d'euros de profit

pour les seules entreprises du CAC 40 durant l'année 2021, c'est...



près de 3,4 millions d'emplois payés 2 000 euros net, cotisations comprises



ou la construction de plus de 43 000 écoles primaires



ou la construction de près de 430 hôpitaux

## Salaires : faire payer le grand capital

Les soutiens du capitalisme objectent à la revendication élémentaire d'une augmentation générale des salaires qu'elle menacerait de faillite les petites et moyennes entreprises. Mais d'une part, nombre de ces PME dégagent tout de même des profits et sont souvent en fait des filiales des grands groupes.

D'autres sont des entreprises sous-traitantes de ces grands groupes qui ont externalisé, à leur plus grand profit, toute une partie de leur activité et imposent leurs tarifs et le volume de leurs commandes. Quand ces sous-traitants font faillite, ce n'est jamais parce que les salaires y sont trop hauts, mais parce qu'ils sont

étranglés par le donneur d'ordres. Alors, que les capitalistes se débrouillent, mais les travailleurs, qui créent toutes les richesses de la société et la font tourner, n'ont aucune raison de vivre dans l'angoisse du lendemain.

Les artisans, petits agriculteurs, commerçants, petits restaurateurs ont

eux comme clients principaux les milieux populaires. La baisse du pouvoir d'achat de ceux-ci signifie alors celle de leur chiffre d'affaires. La rapacité des banques, aussi féroces à leur encontre que vis-à-vis des travailleurs ou chômeurs à découvert, fait alors le reste.

Ceux-là, qui vivent de

leur travail et non de leur capital, doivent se sentir entièrement solidaires des travailleurs salariés et de leurs luttes pour vivre dignement. Les profits record du CAC 40 prouvent que, comme le disent les manifestants, « de l'argent, il y en a, dans les poches du patronat ! »

C. B.

## Orpea : un gouvernement complice du scandale

**Brigitte Bourguignon, ministre chargée de l'autonomie, est ébahie. Elle viendrait tout juste de découvrir les conditions de vie désastreuses de pensionnaires dans des Ehpad du groupe Orpea !**

Interviewée sur France Inter le 1<sup>er</sup> février, Brigitte Bourguignon a dit combien la lecture du livre *Les fossoyeurs* lui a inspiré de « dégoût pour des pratiques qui (lui) échappent, de la compassion pour les familles, et puis pour les soignants et le personnel. » Un vrai culot de

ministre !

Voilà des années que, régulièrement, les personnels et les parents de résidents témoignent des conditions catastrophiques qui règnent au sein de certains établissements.

Pour ne prendre qu'un exemple, en septembre

2018, dans une émission d'Envoyé spécial, un ancien directeur d'établissement du groupe Orpea disait déjà les pressions sur les salaires qui l'avaient conduit à remplacer les temps pleins par des mi-temps, un cuisinier racontait l'injonction à ne pas dépasser 4,22 euros par résident pour les quatre repas de la journée, pourtant facturés 100 euros par jour aux familles.

Et puis, il y a eu les rassemblements, les manifestations, les grèves du personnel des Ehpad pour dénoncer le manque d'effectifs, le lever-toilette-habillage-médicaments-petit-déjeuner en moins d'un quart d'heure, les repas mixés, les douches oubliées... Les conditions de travail imposées par la rentabilité financière, de fait, conduisent à la maltraitance. Seuls ceux qui ne voulaient pas savoir n'ont pas su.

La ministre, elle, n'aurait pas su et n'aurait découvert tout cela qu'à la lecture du livre. Elle a annoncé qu'elle recevrait les représentants du groupe Orpea, qu'elle va lancer deux enquêtes,

qu'elle va agir. « *Il faut taper fort*, a-t-elle menacé, *pour montrer qu'on ne fait pas n'importe quoi.* » Elle a même affirmé que son souci a toujours été de surveiller ce qui se passe dans les Ehpad.

C'est se moquer du monde en tentant, bien mal, de cacher la complicité profonde de son gouvernement, et de ceux qui l'ont précédé, avec les capitalistes qui ont investi le secteur de la dépendance. Dans ce domaine comme dans les autres, tout est bon pour qu'ils puissent faire le maximum de profits, y compris au mépris total des conditions de vie des pensionnaires d'Ehpad.

**Sophie Gargan**

## Médico-social : dans la rue pour les salaires

**Une nouvelle journée de mobilisation des salariés du secteur médico-social a eu lieu le 1<sup>er</sup> février. Ils réclament avant tout de meilleurs salaires.**

Ces salariés – agents de soins ou de logistique, éducateurs, administratifs, psychologues, etc. – se sont surnommés les « oubliés du Ségur ». Ils n'ont même pas droit aux 183 euros mensuels octroyés en 2020 pour enrayer les démissions de travailleurs hospitaliers lassés de se dévouer jour et nuit, semaine et week-end, pour des salaires trop modestes. Or, les salariés des foyers pour personnes handicapées ou en grande précarité, du Samu social etc., souffrent des mêmes petits salaires que les hôpitaux et du même sous-effectif rendant les conditions de travail très pénibles. Ils contestent l'injustice qui les écarte de ce coup de pouce. Le 1<sup>er</sup> février, après ceux du 11 décembre et du 18 janvier, des dizaines de rassemblements, regroupant parfois plusieurs centaines de travailleurs, ont maintenu la pression sur le gouvernement.

C'est à chaque fois à reculons que, depuis un an et demi, le gouvernement a lâché une prime modique par-ci, une indemnité par-là. Il ne l'a fait que sous la pression du mécontentement

profond de ces millions de travailleurs dont le métier est de s'occuper des autres. Il ne l'a fait que partiellement, une catégorie d'abord, puis une autre des mois plus tard. Ainsi des salariés faisant le même travail côte à côte sont traités différemment. Pourtant, ce n'est pas au compte-goutte que l'État aide le patronat, surtout le grand. Pour permettre à la bourgeoisie de passer la crise tout en s'enrichissant, le gouvernement lui a versé des dizaines de milliards d'euros et continue de le faire.

Si, aux yeux des gouvernants, rien n'est trop cher pour ces riches parasites, en revanche les structures hospitalières et médico-sociales subissent un sous-financement que paient de plein fouet ces travailleurs de « première ligne », ainsi que les patients dont ils s'occupent. Jusqu'à aujourd'hui, des centaines de milliers de salariés du secteur social, médico-social et médico-éducatif n'ont eu rien d'autre que des bonnes paroles gouvernementales. Leur protestation ne pourra s'arrêter là.

**Lucien Détroit**

## Des méthodes de gangsters

Le journaliste Victor Castanet, qui a publié le livre *Les Fossoyeurs* dénonçant le groupe d'Ehpad Orpea, a également dévoilé que la direction de ce groupe lui a proposé 15 millions d'euros pour qu'il arrête son enquête.

Parallèlement, la juriste Camille Lamarche, qui a travaillé dans le service RH du groupe Orpea, a dénoncé ses méthodes de répression syndicale. Ce qui a motivé sa direction à mettre un tel montant sur la table pour étouffer l'affaire n'était pas le souci pour l'image du groupe. Cela fait des années que la réalité sordide des Ehpad est connue et dénoncée par de nombreux soignants et familles de résidents, bien au-delà du groupe Orpea. Un exemple en est la grève victorieuse de 117 jours menée en 2017 par les

aides-soignantes, les aides médico-psychologiques et le personnel de cuisine de la maison de retraite Les Opalines de Foucherans, dans le Jura. Elle avait été relayée dans des médias nationaux et avait suscité de nombreux reportages.

Non, le problème d'Orpea était, sans surprise, strictement financier. Depuis que le scandale a éclaté, son action a baissé de plus de 55 %. Celle du groupe Korian a perdu plus de 30 %. D'où cette tentative de corruption qui n'est pas très étonnante, et sans doute pas si exceptionnelle.

C'est également le cas de l'autre facette de ces méthodes patronales : la répression syndicale, visant avant tout la CGT. Selon Camille Lamarche, une consigne envoyée à toutes les directions

d'Ehpad du groupe était de licencier systématiquement tout syndiqué CGT ou tout travailleur se rapprochant de ce syndicat. Là encore, la CGT n'avait pas attendu 2022 pour le faire savoir. En 2018, ses militants publiaient même un communiqué de soutien à un travailleur d'Orpea en Allemagne, représentant du syndicat Ver.Di, licencié pour avoir diffusé des informations sur le droit de grève.

Toutes ces méthodes sont connues des travailleurs de bien des entreprises, et sont aussi vieilles que le capitalisme. Leur remède aussi. Les lanceurs d'alerte sont utiles, mais seule la force des travailleurs qui font les profits de ces requins et qui font fonctionner toute la société pourra changer la donne.

**Thomas Baumer**



Après cent jours de grève à l'Ehpad des Opalines dans le Jura en 2017.

## Primaire populaire : le changement viendra d'ailleurs

Les électeurs de la primaire populaire ont donc placé Christiane Taubira en tête. Ce résultat lance en fait la campagne de l'ancienne ministre de Hollande sans mettre un terme à celle des Mélenchon, Jadot, Hidalgo ou Roussel, qui avaient tous refusé par avance le principe de cette primaire.

Les candidats se réclamant de la gauche seront donc toute une brochette à concourir pour l'Élysée.

Ils sont nombreux sur les plateaux de télévision à explorer cette division, à commencer par les porte-parole

des écuries en compétition, chacun voulant que les autres se rangent derrière leur champion. Les travailleurs, eux, n'ont aucune raison de regretter cette division. Unies ou séparées, aucune de ces équipes ne représente leurs intérêts.

Bien sûr, la crainte de voir Macron continuer à leur porter des coups pendant cinq ans et le dégoût légitime suscité par les Zemmour, Le Pen et autres candidats réactionnaires, poussent des travailleurs, des militants ouvriers, à attendre et espérer qu'un « bon candidat de gauche » puisse les battre et amener le changement. Mais c'est une illusion.

À chacun de ses passages au pouvoir, la gauche s'est assise sur les promesses qu'elle avait faites aux classes populaires. Pire, elle a aidé le patronat à porter des coups aux travailleurs. Élu en proclamant « mon

ennemi c'est la finance », Hollande a propulsé Macron au ministère de l'Économie avant de faire voter la loi El Khomri qui attaquait le Code du travail. Renonçant, comme Mitterrand avant lui, à accorder le droit de vote aux étrangers installés dans ce pays, il a présenté au Parlement un projet que Le Pen ou Zemmour ne renieraient pas : la déchéance de la nationalité, avant d'y renoncer devant le tollé.

Les idées racistes et xénophobes déversées depuis des mois dans les médias et l'influence des candidats qui les diffusent ont de quoi inquiéter. Mais ce torrent écœurant ne sera pas arrêté par un simple bulletin de vote. Ce qui alimente les idées réactionnaires est le désespoir, la démoralisation des travailleurs, le recul de l'idée qu'ils forment une même classe sociale puissante face au patronat. La gauche, qui a

remplacé méthodiquement la conscience de classe par « les valeurs républicaines », porte une immense responsabilité dans ces reculs. Quand elle reprend à son compte le nationalisme, qu'elle encense la police ou veut « produire français », elle prépare le terrain à l'extrême droite.

La satisfaction des revendications vitales pour les travailleurs aujourd'hui ne tombera pas du ciel ou de l'Élysée. Il faudra les imposer par des mobilisations de masse, des grèves, des manifestations, une lutte d'ensemble dont les travailleurs ne feront pas l'économie.

Quant à l'élection présidentielle qui vient, le seul vote utile aux travailleurs sera d'affirmer ces revendications et leur détermination à les imposer. C'est à cela que doit servir la candidature de Nathalie Arthaud pour Lutte ouvrière.

Xavier Lachau



Christiane Taubira après l'annonce des résultats de la primaire populaire.

## Castex à Grenoble : la journée des tuiles

Ministres, préfet, élus obligés de quitter un quartier populaire au pas de charge, en serrant les fesses sous les huées et les sifflets, suivis d'une foule de manifestants, d'habitants, de jeunes, on ne voit pas ça souvent et cela fait plaisir !

C'est ce qui s'est passé samedi 29 janvier pour Castex, accompagné de trois ministres, dont Véran, venus faire leur publicité avec le projet de rénovation des cités Villeneuve de Grenoble et d'Échirolles.

La journée avait commencé à 7h30 avec un rassemblement à l'appel du DAL (Droit au logement) devant un centre d'hébergement d'urgence pour dénoncer le sort scandaleux réservé aux sans-abri : en effet,

depuis quelques semaines, les réfugiés, une quarantaine dans ce centre (mais il y en a d'autres à Grenoble), doivent le quitter pendant la journée. Ils sont, jour après jour, réveillés sans ménagement puis doivent partir dès 8 heures dans le froid, avec leurs enfants, jusqu'au soir à 20 heures où ils peuvent revenir.

Dès 9 heures, Castex a commencé son tour dans les deux quartiers populaires de la Villeneuve d'Échirolles

et de Grenoble, où règnent la misère, le chômage, la précarité. À Échirolles, à quelques mètres de ses gesticulations sous l'œil des caméras, il y avait la queue pour l'aide alimentaire.

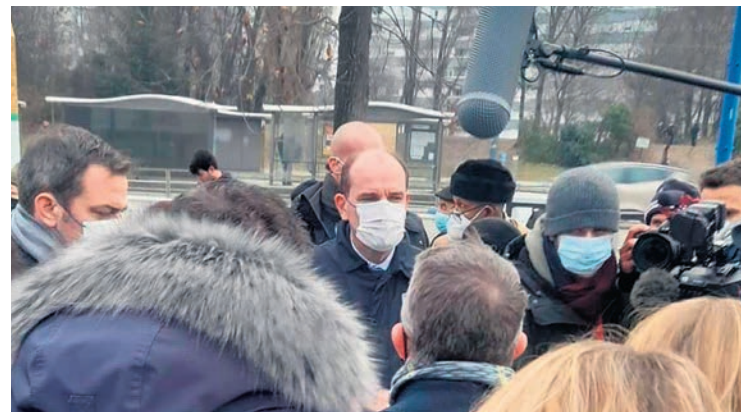
À Grenoble, un peu plus tard, un comité d'accueil d'une cinquantaine de personnes, à l'initiative du DAL et d'autres associations de sans-papiers et sans logis, l'attendait devant le gymnase qu'il devait inaugurer aux cris de « Réquisition de Matignon, les mal-logés à l'Élysée », « Du fric, du fric, pour les services publics »... Du coup, Castex n'est pas venu, mais il est allé sur le marché au

cœur du quartier. Après avoir furtivement serré quelques mains, il a dû s'en esquiver à toute vitesse avec sa cour, sous un déluge de sifflets et de cris hostiles.

Si Castex et sa clique

pensaient qu'ils allaient être remerciés pour les miettes que l'État donne à « ses pauvres », c'était complètement raté. Parole de manifestant : « En Dauphiné, on sait recevoir le gratin ! »

Correspondant LO



## Croissance : de quoi parle-t-on ?

L'Insee a publié le 28 janvier le taux de la croissance de l'économie en France pour l'année 2021 : 7 %.

Ce chiffre a valu le commentaire suivant du ministre de l'Économie, Le Maire, dans une interview : « Cela efface la crise économique. »

Il y a sans doute dans ce numéro d'autosatisfaction

une part de promotion de l'action gouvernementale de la macronie, à visée électorale. Mais plus profondément, le décalage complet entre cette phrase et la réalité du monde du travail est très révélatrice du fait que

la santé des profits patronaux est l'unique préoccupation des dirigeants.

Les travailleurs sont à ces fondés de pouvoir des capitalistes ce que les soldats sont à l'état-major de l'armée : des inconnus. Parfois, pour le symbole, ils ont un mot pour ceux qui sont « en première ligne », comme ils

allument une flamme sous l'Arc de triomphe.

Si ce chiffre indique une réalité économique, c'est le fait que les capitalistes ont accumulé beaucoup d'argent l'an dernier. Cet argent ne servira ni à investir ni à embaucher si les travailleurs ne les y contraignent pas. Cela rend

d'autant plus évidente la nécessité de prendre dans cette manne pour embaucher tous les travailleurs privés d'emploi, afin de répartir le travail existant entre tous, d'augmenter massivement les salaires et de les indexer sur le coût de la vie.

Thomas Baumer

## Medef: le patronat dicte ses exigences

Dans cette période électorale, les représentants du patronat entendent rappeler leurs revendications à tous ceux qui postulent à la présidence. L'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), première fédération industrielle française, vient ainsi de rendre publiques quinze propositions qui, sans surprise, constituent un véritable programme de combat contre les travailleurs.

Selon Éric Trappier, président de l'UIMM et PDG de Dassault Aviation, s'exprimant dans le *Journal du dimanche* du 30 janvier, « la solidarité ne devrait pas être supportée par les entreprises. » Son programme est chiffré: les cotisations doivent être diminuées de 17 milliards d'euros, les impôts de production de 35 milliards... En résumé, tout ce qui diminue le profit patronal doit être réduit ou disparaître.

La semaine précédente, lundi 24 janvier, le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, avait lui aussi présenté ses « propositions » pour le prochain quinquennat. Aux arguments traditionnels sur la « compétitivité internationale » et la « souveraineté économique », il a ajouté celui de la « transition écologique » qui demandera, selon lui,

des investissements « colossaux », entendez par là qu'il faudra plus de cadeaux, de subventions, d'exonérations fiscales pour les entreprises.

Roux de Bézieux a critiqué la dépense publique « excessive », en particulier dans le domaine de l'enseignement et de la santé. Dans cette période d'épidémie où le manque de moyens dans les hôpitaux, les Ehpad et les écoles a eu des conséquences catastrophiques, il fallait oser ! Mais quand il s'agit des entreprises, le représentant patronal est moins regardant sur la dépense: il n'est pas question de toucher aux milliards du crédit impôt recherche ni à ceux du crédit d'impôt innovation. Selon le Medef, il faudrait en plus exonérer à 95 % la fiscalité sur l'héritage des entreprises de taille intermédiaire, développer les délégations de services

publics, ces contrats où l'investissement est à la charge de la collectivité et où les bénéfices sont réservés aux actionnaires...

Le patronat entend aussi aggraver l'exploitation des travailleurs. Il veut que soit poursuivie la « réforme » de l'assurance chômage: l'indemnisation des chômeurs reste selon lui encore trop élevée et empêcherait des patrons de recruter avec des salaires de misère. Il veut alléger le prétendu coût du travail en transformant les cotisations en prélèvements fiscaux, TVA ou CSG, payés essentiellement par les travailleurs. Et si le Medef ne propose pas d'abroger la loi sur les 35 heures, déjà assez souple à son goût puisqu'il note que le temps de travail est en réalité de 40,4 heures en moyenne, il trouve que les salariés ont trop de congés et qu'ils devraient travailler 100 heures – quatorze jours – de plus dans l'année. Il veut aussi faciliter le recours aux forfaits jour, sans limite d'horaire dans la journée, augmenter l'âge de départ à la retraite à 65 ans et le nombre d'annuités



exigées à 44, contre 42 aujourd'hui, supprimer les régimes spéciaux et financer les dépenses supplémentaires liées au vieillissement de la population par la hausse de la TVA et de la CSG.

Le plan de combat du Medef n'est pas une surprise. Il s'inscrit dans la continuité de la politique effectivement menée par tous les gouvernements ces

quarante dernières années, quelle que soit leur étiquette politique. En même temps qu'un plan de combat patronal, il se présente comme une feuille de route destinée au prochain gouvernement. Quel que soit le vainqueur et les promesses qu'il aura pu faire pendant sa campagne, c'est ce programme que le Medef lui demandera d'appliquer.

**Serge Benham**

## Pécresse: promesses à la baisse

Devant les critiques du patronat, Valérie Pécresse, candidate Les Républicains à l'élection présidentielle, revoit ses promesses sur les salaires.

Ces promesses n'avaient rien de miraculeux: Pécresse proposait une hausse de 10 % des salaires net du privé jusqu'à 2,2 smic « pendant le prochain quinquennat », sans évoquer les prix

qui auraient le temps de courir loin devant. Ce à quoi elle renonce, c'est à financer une partie de cette augmentation par un basculement progressif vers les entreprises des cotisations

vieillesse actuellement payées par les salariés. Elle promettait pourtant d'offrir de larges compensations au patronat: l'État devait payer les deux tiers de cette cotisation à sa place, et les patrons auraient pu imposer une augmentation du temps de travail comme condition à l'augmentation des salaires. Mais cela n'a pas suffi à éviter des grincements de dents. « Nous avons fait passer le message à son équipe que cela posait un vrai problème », a déclaré une source patronale citée par le journal *Les Echos*. Et Pécresse a revu sa copie.

Il n'est pas étonnant que la candidate Les Républicains, ex-ministre du Budget et porte-parole du gouvernement Sarkozy, soit aux ordres des milieux patronaux et qu'elle s'en cache à peine. Mais l'avertissement vaut quel que soit le gagnant au soir du 24 avril. Les présidents sont élus, c'est le patronat qui dirige.

**Jean Sanday**

## Le Pen: aux ordres des patrons

Jeudi 27 janvier, Marine Le Pen est venue s'adresser au cercle patronal appelé Ethic. Ce n'est pas la première fois, elle l'avait déjà fait en 2017, et d'autres candidats s'apprentent à faire de même.

Le déjeuner-débat se déroule au Cercle de l'Union interalliée, un des hauts lieux de la grande bourgeoisie. Une cinquantaine de patrons y sont venus écouter le programme économique de Le Pen. Elle leur a promis la diminution des impôts de production, la suppression des cotisations foncières des entreprises, ainsi que celle de la contribution sociale de solidarité des sociétés dans certaines zones « de relocalisation ».

Après ces promesses d'argent public, bien dans la continuité des gouvernements précédents, l'assistance a applaudi lorsque la candidate s'est dite opposée à toute hausse du smic.

« Je ne veux pas de mesures qui seraient vécues par les entreprises comme une contrainte à laquelle elles ne pourraient faire face. » Face aux patrons, Le Pen montre son vrai visage: elle défend ceux qui imposent la pauvreté aux familles populaires. Pour la châtelaine de Saint-Cloud, il n'y a rien de pire que l'idée de lutte des classes. En « montrant les salariés contre les entreprises, [...] on mourra », s'est-elle scandalisée devant ce public d'employeurs.

La candidate serait repartie sourire aux lèvres, en glissant à son équipe: « Quand j'arriverai au pouvoir, ils se diront: "Elle est vachement bien cette fille." » Le grand patronat n'a donc que l'embaras du choix entre des candidats qui lui offrent ses services, de la gauche à l'extrême droite, dont Zemmour et Le Pen.

**Charles Legoda**



Les 2 000 euros, il faudra les imposer !

## Le Maire : les boniments ne remplacent pas les emplois

« Nous rendons une économie solide, attractive et qui crée des emplois » s'est félicité Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, le 26 janvier. Outre les 7% de hausse de la croissance sortis de son chapeau, il s'appuie pour proférer une telle énormité sur les dernières statistiques de Pôle emploi faisant état d'une baisse du chômage de 12,6% sur l'année 2021.

Les chiffres, il est facile de les manipuler pour arriver au résultat souhaité. Ainsi, le gouvernement passe sous silence le fait que le chômage avait augmenté de 5,9% l'année précédente et, surtout, que cette baisse qualifiée de « record » ne porte que sur les chômeurs de catégorie A, c'est-à-dire ceux qui, sans aucun travail, sont à la recherche d'un emploi.

Oubliés, les chômeurs de catégorie B et C, ceux qui tentent de survivre avec des petits boulots, précaires la plupart du temps, des emplois à temps partiel imposé, les travailleurs « ubérisés » ou les

auto-entrepreneurs qui n'arrivent bien souvent pas à nager la tête hors de l'eau. Sont oubliés aussi les travailleurs rayés de Pôle emploi car ils n'entrent pas ou plus dans les normes, notamment avec la réforme de l'indemnisation qui demande six mois de travail continu au lieu de quatre pour avoir droit à des indemnités. Oubliés les plus âgés qui, découragés parce qu'ils savent qu'au-dessus de la cinquantaine ils ne trouveront pas d'emploi et qui, n'ayant plus droit qu'au RSA, ne voient pas la nécessité de s'inscrire à Pôle emploi. À ceux-là s'ajoutent tous les jeunes

dans l'attente d'un véritable emploi, qui errent de stages souvent non rémunérés à des formations ne débouchant sur rien, mais ne sont pas pour autant considérés comme chômeurs.

De plus, il ne se passe pas de jour sans que l'on annonce des entreprises qui font faillite, pour les plus petites, ou qui, pour certaines plus grandes, font des bénéfices insolents, mais licencient quand même à la pelle afin de faire encore plus de profits en surexploitant les travailleurs qui restent.

La réalité de l'emploi, les travailleurs la vivent au jour le jour. Les boniments et les autosatisfécits de Le Maire sont une insulte de plus que ce représentant des riches leur jette à la figure.

Marianne Lamiral

## Autoroutes : pavées d'or

Pour les millions d'usagers des autoroutes, l'augmentation des tarifs de 2% en moyenne vient s'ajouter depuis le 1<sup>er</sup> février à celle des carburants.

Certains opérateurs, comme Vinci qui exploite avec 9000 kilomètres le plus long réseau, affectent de faire un geste envers les utilisateurs quotidiens en bloquant le tarif du péage sur des trajets courts, inférieurs à 30 ou 50 kilomètres. Cette « générosité » se paye bien entendu sur les trajets plus longs, et ce avec l'aval des pouvoirs publics qui ont accepté, en 2015, de compenser un gel ponctuel des tarifs obtenu par la ministre Ségolène Royal par une augmentation additionnelle annuelle de 2019 à 2023.

Libres de fixer des tarifs exorbitants, les sociétés concessionnaires (SCA)

proposent même aux plus pressés des trajets urbains, même courts, à péages modulables en fonction de l'heure. C'est le cas par exemple du tronçon Duplex du super-périphérique parisien A86 ouest où l'automobiliste peut se voir facturer plus de 12 euros pour parcourir 4,5 km entre Rueil-Malmaison et Vaucresson à certaines heures de pointe de la semaine, ou de l'autoroute A14 à l'ouest de Paris, où il faut désormais déboursier 9,10 euros pour parcourir 21 km le matin ou en fin d'après-midi.

Privatisées en 2006 par le gouvernement de Villepin, en échange de 15 milliards

d'euros, les autoroutes rapportent depuis, régulièrement, aux actionnaires des 23 sociétés concessionnaires (SCA) des dividendes magiques découlant de marges bénéficiaires de 20 à 24%. Entre 2006 et 2019, les profits des SCA se sont montés au total à 33 milliards d'euros. Amortis de longue date, la construction, l'aménagement et même l'entretien des autoroutes justifieraient pleinement leur usage totalement gratuit. Mais, même si un peu plus d'un tiers des péages sont reversés à l'État, les Vinci, Eiffage et autres Abertis ne sont pas près de renoncer à ces contrats royaux, à plusieurs reprises prolongés sous prétexte de travaux à réaliser, qui courent encore jusqu'en 2031 voire 2036.

Comme ce ne sont pas les salaires des 12000 employés des SCA qui rognent les bénéfices, les travailleurs, usagers comme salariés, sauront dans quels coffres chercher quand, dans la suite de la légitime colère des gilets jaunes de l'automne 2018, ils exigent l'expropriation pure et simple de ces capitalistes.

Viviane Lafont



## SDFM : et un, et deux et trois cadeaux pour Bolloré !

Le gouvernement vient d'offrir 31 millions d'euros au capitaliste Bolloré, pour le rachat de la SDFM, une société qui gère les installations de l'oléoduc Donges-Metz.

C'est le énième cadeau que l'État fait à ce milliardaire dans cette affaire en cours depuis plus de 25 ans, alors qu'une enquête de Mediapart montre qu'il n'aurait rien dû payer.

Premier cadeau en 1995, le gouvernement Balladur-Sarkozy confie la gestion de cette installation à la SDFM, une entreprise de 140 travailleurs qui appartient à 95% à une filiale du groupe Bolloré. Cela se fait sans appel d'offres selon Mediapart, pour une somme modeste d'à peine plus de 26 millions d'euros !

Deuxième cadeau entre 1995 et 2021, la gestion ou plutôt le pillage de cet oléoduc permet à la SDFM de faire d'énormes profits. Rien qu'entre 1999 et 2020, ceux-ci s'élèvent à près de 185 millions d'euros, pompés à 95% par les actionnaires, donc essentiellement par Bolloré, sous forme de dividendes. On imagine facilement que les travaux d'entretien et d'investissement ont été en proportion

inverse des sommes versées aux actionnaires.

Troisième cadeau en 2022, une fois que Bolloré a usé les équipements jusqu'à la corde, il décide de s'en débarrasser. L'État les rachète, ce qui est contraire au décret initial de concession à la SDFM en 1995 qui prévoyait : « à l'échéance de l'exploitation..., le titulaire sera tenu de remettre à l'État immédiatement et gratuitement... la totalité des ouvrages, installations... ». Le tour de passe-passe trouvé par le gouvernement pour justifier cette arnaque, c'est qu'il n'achète pas la concession de l'oléoduc mais la société SDFM. Quand il s'agit de trouver des prétextes pour des cadeaux au grand patronat, les gouvernements ne sont jamais à court d'inspiration.

Au concours très disputé du capitaliste qui pompe le plus dans les caisses de l'État, si Bolloré n'est pas champion du monde, en tout cas il n'en est pas loin.

Arnaud Louvet



# OTAN-Russie : grandes manœuvres et danger de guerre

La tension entre les États-Unis, leurs alliés regroupés dans l'OTAN et la Russie continue de faire l'actualité. Le conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni le 31 janvier, les chefs d'État se téléphonent ou même se déplacent, chaque camp accuse l'autre de masser armes et troupes prêtes à en découdre pour dominer l'Ukraine.

Les menaces de guerre sont-elles réelles et quelles en seraient les véritables raisons? L'impérialisme américain domine le monde et pousse ses pions dans ce qui fut l'URSS et son glacis. Dans ce processus, les États-Unis et l'Union européenne ont intégré dans leur zone d'influence et dans leurs alliances militaires les pays d'Europe centrale, les pays baltes et certaines ex-républiques soviétiques. L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, prétexte de la tension actuelle, serait un pas de plus en ce sens. La couche dirigeante russe, héritière de la bureaucratie stalinienne, ne peut voir son influence se réduire sans protester, ne serait-ce qu'en paroles et pour des raisons de politique intérieure. Pour chausser les bottes d'Ivan le Terrible et de Staline, Poutine se doit en effet de défendre ce qui fut leur pré carré, l'influence russe sur les contrées limitrophes.

Des décennies durant, cette poussée occidentale s'est poursuivie sans que

l'armée américaine tire un seul coup de feu ou un seul missile, mais pas sans conséquences pour les peuples. Les guerres, les catastrophes sociales et le pillage par les trusts ont accompagné le « passage à l'ouest » des couches dirigeantes de pays devenus ennemis là où ils étaient alliés. Aujourd'hui, du côté impérialiste, il semble y avoir plus de gesticulation que de réelle préparation à la guerre. Ainsi, les États-Unis affirment être prêts à mobiliser 8 500 hommes pour répondre aux 100 000 que la Russie aurait massés à la frontière ukrainienne. De la même façon, les livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine ressemblent à une démonstration symbolique.

Les déclarations des dirigeants occidentaux se mesurent plus à l'aune de leurs problèmes intérieurs que de la stratégie militaire. Les plus radicaux, en paroles, sont le Premier ministre britannique qui cherche à sortir d'une série de scandales, et le président américain



Manœuvres militaires de l'OTAN en Lettonie, en septembre 2021.

Biden qui cherche encore à s'affirmer. Macron ne veut pas être en reste et parle d'envoyer quelques soldats en Roumanie et fait sortir la marine, tout en donnant une grande publicité à son entretien exclusif avec Poutine. Cela ne changera rien pour l'Ukraine mais permet au président-candidat de se montrer dans la cour des grands. Le gouvernement allemand, tout en se positionnant dans le camp américain, est moins démonstratif. Le gaz russe et sa fourniture en Europe de l'ouest sont en effet tout aussi indispensables aux profits des capitalistes européens qu'à la rente des

bureaucrates de Moscou. Les autres gouvernements le savent aussi, ainsi que les commentateurs les plus vats-en-guerre, mais que ne feraient-ils pas pour vendre du papier, faire campagne pour leur élection ou faire oublier leurs turpitudes?

Même si l'escalade militaire ne va pas jusqu'à la confrontation directe entre les forces russes et les armées de l'OTAN, les peuples de la région risquent de continuer à payer cette situation de multiples façons. Ils payent pour la présence d'armées terrorisant la population, pour les conséquences de la désintégration de l'ex-URSS

et le triomphe concomitant des lois du marché. L'épisode ukrainien s'inscrit aussi dans la montée des tensions internationales.

Les budgets militaires des puissances impérialistes, des États-Unis en premier lieu, sont faits pour préparer la guerre et sont d'ailleurs sans commune mesure avec ceux de leurs adversaires désignés, la Chine et la Russie. Les armes sont là, ainsi que les troupes pour s'en servir et les dirigeants politiques pour les justifier. Le monde en crise ressemble de plus en plus à une poudrière qui n'attend qu'une étincelle.

**Paul Galois**

## Ouighours : indignation à géométrie variable

**Jeudi 20 janvier, à l'initiative des députés socialistes, l'Assemblée nationale a voté une résolution condamnant le génocide des Ouighours par la Chine. Cent soixante-neuf députés, toutes tendances confondues, ont voté pour, quatre LFI et un PCF se sont abstenus, un LREM, par ailleurs président des amitiés franco-chinoises, a voté contre.**

Discuter sur la qualification ou non de génocide à propos de la persécution des Ouighours n'est pas le problème. Le choix des mots ne change rien aux faits. S'il n'y a pas une extermination systématique, industrielle des Ouighours comme celle perpétrée par les nazis assassinant six millions de Juifs, Tsiganes, malades mentaux, il y a néanmoins la destruction d'un peuple par le travail forcé. Des millions de Ouighours, turcophones et de culture musulmane, sont internés dans des camps de travail, systématiquement brimés, encore plus contrôlés et maltraités par la dictature

que la population chinoise dans son ensemble. Ils le sont d'ailleurs fondamentalement pour la même raison, qui est d'asseoir le pouvoir et la fortune de la nouvelle bourgeoisie chinoise en fournissant aux capitalistes occidentaux une main-d'œuvre bon marché. Les Ouighours sont en effet, entre autres, les quasi-esclaves du coton, sur le travail desquels se construisent les profits des multinationales du textile.

Pourtant l'indignation des députés français, et de leurs homologues d'autres pays impérialistes, est comme toujours très sélective. Leur sujet n'est pas tant les Ouighours

ou menacée dans son existence nationale, pourquoi s'en tenir aux Ouighours? On attend les prises de positions de ces bons apôtres sur les multiples peuples opprimés de par le monde, des Palestiniens aux Karens de Birmanie, des coptes d'Égypte aux musulmans de l'Inde, des Kurdes aux Indiens

d'Amazonie ou du Pérou et aux Roms de toute l'Europe.

L'écrasement des minorités est inséparable de l'exploitation du travail humain, toute l'histoire en témoigne. Comment démêler d'ailleurs, dans le cas des Ouighours particulièrement, ce qui ressort de la négation d'une culture et ce qui est la pure et simple recherche du profit? Le système capitaliste ne produit pas seulement l'exploitation du travail humain, il l'accompagne de toutes les formes d'oppression dont sont victimes, peu ou prou, toutes les minorités, et en particulier les minorités nationales. La question n'est pas de choisir laquelle de ces oppressions condamner, en fonction des opportunités du moment. Elle est d'abattre ce système qui les reproduit sans cesse et en fait naître de nouvelles.

**P. G.**



Manifestation dénonçant le travail forcé des Ouighours devant le magasin Zara des Champs-Élysées, à Paris, en octobre 2021.



# Mali: dehors les troupes françaises!

Les dirigeants maliens ont annoncé lundi 31 janvier qu'ils laissaient trois jours à l'ambassadeur de France pour quitter le pays. Cette expulsion en bonne et due forme consacre l'échec de la politique française visant, à coup de menaces et de sanctions, à obliger la junte militaire menée par le colonel Assimi Goïta qui a pris le pouvoir à Bamako en mai dernier à obéir aux volontés de Paris.

En renvoyant l'ambassadeur, le gouvernement malien entend répondre aux propos du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, qui a accusé la junte « d'être illégitime et de prendre des mesures irresponsables ». Les mesures incriminées reviennent simplement à ne plus laisser libre champ à l'armée française pour agir au Mali comme en territoire conquis. Elles consistent à demander la révision des accords de défense liant les deux pays, à interdire à certains avions militaires le survol du Mali et à refuser l'arrivée d'un contingent de forces spéciales danoises. Le Drian pointe aussi l'arrivée des mercenaires de la société russe Wagner, redoutant l'irruption dans les chasses gardées de l'impérialisme français de nouveaux acteurs, comme ce fut le cas en Centrafrique.

Cette expulsion est l'aboutissement d'un processus enclenché dès le lendemain du coup d'État du 28 mai dernier qui avait porté au pouvoir l'actuelle junte militaire.

Emmanuel Macron avait alors annoncé son intention de retirer du Mali la moitié du contingent militaire de la force Barkhane et d'y fermer les bases de Tombouctou, Kidal et Tessalit. Il espérait ainsi montrer aux nouveaux dirigeants à quel point ils dépendaient du bon vouloir de l'impérialisme français, mais cela a eu l'effet inverse. Le 21 décembre, le Premier ministre Chogel Maïga dénonçait à la tribune de l'ONU « l'abandon en plein vol » de la France et affirmait « le droit du Mali à chercher d'autres partenaires pour assurer sa sécurité ».

Pour accroître la pression, le gouvernement français a eu alors recours à ses amis africains de la Cedeao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest). Leur assemblée a pris le 9 janvier des sanctions dont le but évident était d'étrangler la population malienne pour l'inciter à se retourner contre son gouvernement. Les frontières terrestres et aériennes du pays ont été



Manifestation à Bamako, vendredi 14 janvier 2022.

fermées, rendant notamment impossible le transport de marchandises venant des ports de Dakar au Sénégal et d'Abidjan en Côte d'Ivoire. Même les transports de médicaments, théoriquement non concernés, sont bloqués. Les nombreux maliens travaillant dans les pays de la Cedeao ne peuvent plus envoyer d'argent à leur famille.

Mais là encore, ces mesures odieuses prises à l'instigation du gouvernement français ont eu l'effet inverse de celui escompté. Vendredi 14 janvier, des milliers de personnes ont manifesté un peu partout au Mali pour

soutenir Assimi Goïta. Les mesures de rétorsion prises par le gouvernement français et la Cedeao ne font que renforcer la junte. Elles soutiennent la population pauvre derrière des militaires qui en fait sont eux aussi ses ennemis mortels.

Les interventions militaires françaises au Sahel, officiellement justifiées par la nécessité d'enrayer la menace djihadiste, ont toujours eu pour seul but de défendre les intérêts de l'impérialisme français. Aujourd'hui, une partie de plus en plus large de la population africaine rejette cette mainmise de la France

sur ses anciennes colonies. Les réactions populaires aux sanctions prises contre le Mali ont suscité de la sympathie dans bien d'autres pays. Au Burkina voisin, les militaires qui viennent de prendre le pouvoir ont surfé sur le sentiment de refus de la présence militaire française déjà exprimé avec force lors du blocage de convois militaires.

L'impérialisme français n'a rien à faire en Afrique: il doit en évacuer ses troupes, comme le demandent les populations locales et comme les travailleurs en France doivent l'exiger avec elles.

**Daniel Mescla**

## Mort d'un serviteur de l'impérialisme

Le n°481 du *Pouvoir aux travailleurs*, mensuel de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UCI), revient sur la présidence très impopulaire d'Ibrahim Boubacar Keïta, récemment décédé. Son régime avait été mis en place en 2013 avec l'assentiment de l'impérialisme français qui avait envoyé son armée intervenir au Mali.

L'ancien président malien Ibrahim Boubacar Keïta dit IBK est décédé le 16 janvier à son domicile de Bamako à la suite d'une maladie. Président du Mali de 2013 à 2020, il a été renversé par le coup d'État du colonel Assimi Goïta actuellement au pouvoir. Il n'est resté que sept ans à la tête de l'État mais en tant que vieux crocodile de la politique au Mali, il a mangé à tous les râteliers depuis le milieu des années 1980. Il a fait partie des politiciens sur qui l'impérialisme français pouvait compter pour défendre ses intérêts au Mali. C'est à ce titre que les dirigeants,

anciens et nouveaux de l'État français, lui ont rendu hommage.

Mais le flot de louanges que les dirigeants de la France et des pays africains ont déversé sur lui ne doit pas cacher que cet homme fut surtout connu par de nombreux Maliens comme celui qui confondait les caisses de l'État et son compte en banque. Ses années au pouvoir ont été émaillées de scandales financiers, de détournements de fonds publics, de gabegie alors que la majorité de la population vivait dans une grande difficulté. L'achat d'un avion présidentiel pour

satisfaire ses caprices et les dépenses somptuaires dont il était coutumier dans son palais présidentiel de Koulouba en ont choqué plus d'un.

À cela s'ajoutait le fait qu'IBK avait mis ses amis proches et sa famille aux postes les plus lucratifs de l'appareil d'État pour se remplir les poches en toute impunité. Cela a été le cas de son fils Karim Keïta connu pour ses frasques à Paris et ailleurs, qui s'est enrichi à grande vitesse lorsqu'il a été propulsé par son père au poste qui contrôlait le budget de l'armée. Il y a fait fortune dans l'opacité totale sous couvert de « secret défense ». Malheur au journaliste qui osait enquêter sur son enrichissement. C'est ce qui est arrivé au journaliste malien Birama Touré qui a disparu dans la soirée du 29 janvier 2016. Karima Keïta est

impliqué dans son meurtre et a fui en Côte d'Ivoire pour être sous la protection d'Alasane Ouattara, l'ami de son

père. Entre gens du même monde ils se protègent.

**Le pouvoir aux travailleurs**



Le ministre Le Drian et le président Macron rendent visite à IBK en 2017.

## Chili : se fier au gouvernement de gauche ?

Le président Gabriel Boric, élu en décembre dernier au Chili à la tête d'une coalition de gauche dite radicale, a présenté le 21 janvier la composition de son gouvernement.

Si les femmes y sont majoritaires et à des postes importants, le radicalisme n'est pas vraiment à l'ordre du jour.

Le plus emblématique de ces ministres est Mario Marcel qui présidait depuis 2016 la Banque centrale. Lié au Parti socialiste, depuis 1990 il a occupé plusieurs fois des responsabilités dans les gouvernements de

centre-gauche. À la Banque centrale, il a noué des liens avec le patronat chilien ainsi qu'avec les multinationales choyées par le précédent gouvernement. Dans ces fonctions il a été un défenseur de l'orthodoxie capitaliste, souvent dénoncé pour les mesures qu'il a pu prendre contre les classes populaires qui faisaient dire au Parti

## Pérou : la marée noire et ses responsables

Samedi 29 février, au Pérou, des manifestants ont dénoncé les responsabilités du groupe pétrolier espagnol Repsol après que 12 000 barils de pétrole ont été déversés au large des côtes.

Le 15 janvier, en effet, une fuite de pétrole s'est produite pendant le déchargement d'un tanker dans la raffinerie de La Pampilla, propriété de Repsol, à 30 km au nord de la capitale, Lima. Une première annonce avait parlé de l'équivalent de 6 000 barils mais c'est le double qui est venu souiller les côtes péruviennes. Selon le gouvernement, 180 hectares de littoral et plus de 700 hectares de zone maritime l'ont été. La nappe de

pétrole a été poussée par les courants jusqu'à 140 km au nord de la raffinerie, entraînant la mort de milliers d'oiseaux et de poissons, et le chômage pour des centaines de pêcheurs.

Repsol rejette la responsabilité de l'accident sur la forte houle déclenchée par l'éruption volcanique des îles Tonga et le tsunami qui a frappé le Pacifique. Le groupe pétrolier dénonce aussi les autorités maritimes péruviennes qui,

## Matières premières : des bénéfiques forts de café

Les cours du café ont doublé en un an. Et ce ne sont pas les petits paysans producteurs qui profitent de ces hausses, encore moins les ouvriers agricoles d'Amérique latine ou d'Asie.

À cause de mauvaises conditions météorologiques, la production de café du premier producteur mondial, le Brésil, a nettement diminué. Mais si cette mauvaise récolte a fait monter les prix, il n'y a pas en réalité de pénurie mondiale. La récolte du deuxième pays producteur, le Vietnam, elle, a été au contraire très importante. Ce sont les spéculateurs, en permanence à la recherche de placements pour leurs

capitaux, qui ont fait monter les prix.

Les principaux bénéficiaires sont d'abord les multinationales qui contrôlent plus de 80 % du café brut : Nestlé, Mondelez, Starbucks, Cargill ou Lavazza. Ces groupes, grâce à leur position dominante, peuvent profiter au mieux de la spéculation, voire la manipuler. Et puis, il y a des banques qui sont spécialisées dans la spéculation sur les matières

selon lui, n'avaient pas émis d'alerte.

Vendredi 28 janvier, la justice péruvienne n'en a pas moins interdit à quatre responsables de Repsol Pérou, dont son président, de sortir du pays pendant 18 mois, le temps d'enquêter sur les causes de cette marée noire. Ce président sera-t-il condamné pour « pollution de l'environnement aggravée » ? Jusqu'à présent, ce sont toujours les populations qui ont payé les conséquences des marées noires, bien plus que les compagnies qui les ont causées par leur négligence.

J. F.

premières. La Banque américaine Goldman Sachs a annoncé qu'elle avait dégagé plus de 2 milliards de dollars de revenus en spéculant sur les cours des matières premières, comme celui du café.

Sur un marché total annuel du café estimé à 250 milliards dollars, seuls 25 milliards vont aux planteurs. Le reste va à ces grandes multinationales, aux banques et autres spéculateurs qu'ils entraînent dans leur sillage. De quoi trouver amer le café du petit déjeuner et surtout son prix.

Pierre Royan



IVAN ALVARADO

communiste que la Banque centrale était « un fléau ». Ce qui n'empêche pas le PC de cohabiter désormais avec lui dans ce gouvernement.

Avec la nomination de Mario Marcel, Boric voudrait calmer tous ceux qui, à droite et dans les milieux d'affaires, s'inquiétaient de sa longue liste de promesses électorales. Ce gouvernement comptera un homme qui saura tenir serrés les cordons de la bourse. Le message ainsi adressé au

Parlement, qui est opposé à Boric, devrait aider à obtenir l'appui de l'aile modérée de la droite.

Plusieurs femmes héritent de ministères importants, l'Intérieur, la Défense, les Affaires étrangères. Maria Begoña Yaeza Saez, chirurgienne et ex-directrice d'hôpital, se retrouve naturellement à la Santé, une autre femme médecin, Izkla Siches, très connue et reconnue pour avoir interpellé avec force le précédent président sur sa mauvaise gestion de la pandémie, obtient le portefeuille de l'Intérieur. Camilla Vallejo, du

Parti communiste, devient la porte-parole du gouvernement.

Ce gouvernement fait ainsi de la place aux femmes et aux trentenaires, mais cet affichage ne remplacera pas une politique. Satisfaire les espoirs qui se sont fait jour dans les mobilisations populaires de ces dernières années impliquerait de s'en prendre aux privilèges de la bourgeoisie et à la mainmise du capital sur l'économie. Pour cela, les travailleurs et les classes populaires devront se fier bien plus à leurs propres luttes qu'au gouvernement Boric.

Jacques Fontenoy

## Jeux vidéo : milliards virtuels et profits réels

Capable, pour faire un bon coup, de mobiliser la moitié de ses liquidités, Microsoft a racheté l'éditeur américain de jeux vidéo Activision Blizzard, pour 68,7 milliards de dollars.

À la fin du processus de vente, en 2023, l'entreprise fondée par Bill Gates sera devenue la troisième mondiale en chiffre d'affaires dans le domaine des jeux vidéo, dans l'espoir que, en élargissant son marché à des jeux populaires comme Call of Duty ou World of Warcraft, elle captera une majorité des utilisateurs des 300 millions de consoles. L'action Activision a grimpé de 37 % à Wall Street à l'annonce du rachat, et même celle de l'éditeur de jeux concurrent français Ubisoft a pris des couleurs, les spéculateurs misant sur un possible rachat, qui n'a pas eu lieu.

Si les mondes des joueurs sont virtuels, les fortunes mises en jeu ne le sont pas, et encore moins les catastrophes financières que peut entraîner le tourbillon spéculatif. Pour preuve, le Nasdaq, l'indice boursier des

valeurs technologiques, aurait chuté de 11 % depuis début 2022 et aurait même perdu 7 % en une semaine, entraînant un mouvement de panique des marchés, une perte de confiance dans le bitcoin, et une inquiétude fébrile sur les diverses places boursières.

Dans le mouvement de concentration où les gros mangent les moins gros, la valse des milliards peut enrichir de manière spectaculaire les financiers qui ont bien misé. Mais elle peut aussi entraîner un éclatement imprévu de la bulle spéculative. Elle entraîne aussi, comme chez l'éditeur de jeux californien, des menaces de licenciements.

Les capitalistes de la finance peuvent mobiliser les milliers de milliards en circulation permanente, à la recherche de placements aussi rentables qu'éphémères. Mais ce ne sont pas seulement, comme dans le jeu Candy Crush, des bonbons qu'ils écrasent au passage.

Viviane Lafont

## Saint-Denis : un jugement qui donne raison aux habitants !

Vendredi 28 janvier, le juge prononçait la relaxe de deux jeunes de Saint-Denis, accusés d'incitation à l'émeute, outrage, rébellion et violences sur trois policiers. Le procureur avait pourtant requis un an de prison ferme et six mois de sursis contre l'un d'entre eux.

Ce jeune était le frère de Yanis, mortellement blessé suite à une course poursuite avec la police le 14 avril 2021, et décédé 49 jours plus tard de ses blessures. C'est à l'occasion de la veillée funèbre, le 4 juin, que son frère avait été accusé de rébellion. Cette veillée se

terminait à 21 heures, heure du couvre-feu. Les habitants s'apprêtaient à partir quand la police est arrivée. Le frère de Yanis leur ayant demandé de s'en aller, il n'en avait pas fallu plus pour qu'elle intervienne violemment, usant même de gaz lacrymogènes dans la salle de veillée. Sept



personnes avaient été blessées, dont une femme enceinte. Le frère de Yanis, couronné par la police, s'était réfugié dans un immeuble. Les policiers lui avaient claqué la porte sur la main.

Comme souvent dans ce cas, ce sont les habitants eux-mêmes qui ont été accusés de violences, sept

personnes ont été placées en garde à vue. Pourtant aucune charge n'a été retenue contre cinq d'entre elles et les procès-verbaux des arrestations ont même disparu. Alors que les habitants diffusaient les vidéos des violences policières, la police n'a produit aucune preuve, bien que le quartier dispose de plusieurs caméras de vidéo-surveillance et que les policiers ont des caméras embarquées.

Trois d'entre eux ont prétendu avoir été blessés mais n'en ont apporté aucune preuve, pire, ils n'ont même

pas daigné se présenter au procès. Malgré le réquisitoire particulièrement sévère du procureur, le juge n'a retenu aucune charge contre le frère de Yanis et a relaxé également son camarade qui n'avait pourtant pas d'avocat.

C'est une victoire pour la famille de Yanis qui réclame depuis des mois les vidéos sur la course poursuite ayant provoqué la mort de leur enfant. C'est également une victoire pour les habitants qui ont subi les violences de la police et ont déposé plainte contre cette dernière.

Aline Urbain

## Martin Hirsch : diviser pour économiser

Martin Hirsch, directeur de l'AP-HP (hôpitaux parisiens), a pondu une tribune dans le journal *Le Monde* du 26 janvier : « Sept propositions pour une démocratie plus différenciée, plus personnalisée, plus participative ».

L'idée qu'a Hirsch de la démocratie, c'est de différencier les salaires des fonctionnaires et le RSA en fonction des régions, comme cela se fait dans certains pays. Pour ce directeur qui a enchaîné les attaques contre les travailleurs de ses hôpitaux, il faudrait maintenant que les infirmières en

province gagnent moins que celles de Paris. Martin Hirsch voudrait des salaires différenciés... vers le bas.

Par ailleurs, par rapport à la crise Covid, il tente aussi une fois de plus de diviser les malades entre vaccinés et non-vaccinés, en posant hypocritement la question suivante : « Est-il logique de

bénéficier des soins gratuits quand on a refusé pour soi la vaccination gratuite ? » Sa tribune accuse les non vaccinés de se comporter de façon « irresponsable », comme des « passagers clandestins » et de nuire au reste de la population.

C'est sûr que lui est responsable... de la casse de l'hôpital public et de la situation dramatique dans laquelle se retrouvent les travailleurs de la santé.

Charles Legoda

## Pollution des plastiques : un décret poudre aux yeux

Le gouvernement prétend que depuis le 1<sup>er</sup> janvier, il impose aux entreprises utilisant des granulés plastiques de prendre des mesures pour que ceux-ci ne finissent pas dans les mers et les rivières. Mais comme il n'a prévu aucune sanction, cette mesure va elle aussi tomber à l'eau !

Ces granulés, aussi appelés larmes de sirène, servent de matières premières pour la fabrication de la quasi-totalité des marchandises en plastique. Mais ils mettent des centaines d'années à se dégrader dans l'eau. Ils sont également très toxiques car les capitalistes de la chimie y injectent une multitude d'additifs potentiellement cancérigènes. D'après

le journal *Le Monde*, ces larmes de sirène sont responsables de la mort de nombreux animaux marins. En plus, comme ces derniers les ingèrent, elles s'intègrent dans la chaîne alimentaire et présentent aussi un risque pour la santé des êtres humains.

Chaque année, plus de 250 000 tonnes de ces granulés finissent dans les

mers car, pour des raisons évidentes d'économies et de profits, les patrons des entreprises concernées ne prennent pas les précautions nécessaires. Par exemple, ces granulés sont transportés dans de simples sacs en plastique de 25 kg et bien souvent stockés sur des palettes en plein air ou dans des silos en mauvais état.

Le plus grand prédateur de tous les temps mériterait le nom de Tyranno Capitalosaure. Œuvrer à l'extinction de cette espèce, c'est œuvrer à la survie de la planète.

Arnaud Louvet

## Bavure policière : couverte par la justice

Un adolescent a fini devant le juge après avoir été tabassé chez lui par un policier, et sa mère, qui a filmé la scène, a été condamnée. C'est ainsi que la justice vient de se rendre complice d'une bavure policière.

Au Chesnay, dans les Yvelines, en novembre dernier, la police recherchait une jeune fille en fugue dans l'appartement de la famille de son petit ami âgé de quinze ans. L'altercation avec la police s'était traduite pour ce jeune par des ecchymoses et un nez cassé. Immédiatement après, le policier violent s'était justifié : « J'ai dû lui casser le nez parce qu'il ne faisait que bouger. »

La mère ayant filmé la scène avait immédiatement saisi l'IGPN, censée enquêter sur les bavures. Toutefois ce n'est pas le policier violent qui va devoir s'expliquer devant un juge le mois prochain, mais le garçon qui est accusé de rébellion, d'injures et de menaces de mort.

Lorsque fin janvier, cette bavure a été révélée par la

presse, la procureure de la République de Versailles a adopté une posture d'indignation : « Dès que mon attention a été attirée sur ce dossier, j'ai saisi l'IGPN. » C'est inexact, car deux mois et demi auparavant, le parquet de Versailles était déjà parfaitement au courant de la vidéo prise dans l'appartement. La mère avait même été gardée à vue à la mi-novembre pour avoir fait connaître la vidéo sur Internet, la police n'aimant pas que l'on montre sa brutalité. C'est cette femme de 54 ans qui a été reconnue coupable de violences volontaires et qui a dû verser 2 800 euros à cinq policiers.

Mettre en cause les victimes pour faire passer une bavure sous le tapis est une méthode classique du tandem police-justice.

Lucien Détroit

## Dassault Aviation : toujours en lutte

**Le mouvement pour les 200 euros continue dans la majorité des usines du groupe Dassault Aviation. La colère avait succédé à l'annonce quasi simultanée par la direction générale d'une nouvelle perte de pouvoir d'achat pour l'année 2022 et la publication en grande pompe du contrat pour 80 Rafale promis aux Émirats arabes unis.**

Cette colère est toujours présente chez nombre de travailleurs.

La direction ayant fait le 25 janvier un simulacre de nouvelles négociations qui se réduisaient pour l'essentiel à ne rien lâcher, les travailleurs n'en ont pas été pas dupes. Au moins à Argenteuil, des dirigeants de la CGT du site ont bien mouillé la chemise dans les ateliers pour les présenter

de façon positive, mais ils ont dû remballer la caméote de la direction pour retrouver dès le lendemain un ton qui paraissait alors plus combatif.

Cependant, mardi 1er février, après avoir réaffirmé la nécessité d'obtenir les 200 euros mensuels, la CGT annonçait son intention de faire voter les grévistes dès que Dassault ferait « des propositions

raisonnables ». Il faudra donc que la détermination des travailleurs qui débrayent depuis plus de six semaines dans cinq usines du groupe aille au-delà de celle du syndicat qui semble surtout pressé de trouver une porte de sortie.

Les travailleurs ont toutes les raisons d'exiger 200 euros d'augmentation. Dassault Aviation annonçait par exemple dernièrement avoir reçu en 2021 quelque 57 millions d'aides publiques au nom du « quoi qu'il (nous) en coûte ». C'est l'équivalent de 600 euros par mois et par salarié. Pourtant, pour le seul premier semestre de 2021,

l'entreprise avait déjà fait quelque 265 millions de bénéfices, et ils s'annoncent des plus plantureux pour l'année entière!

Macron distribue ainsi l'argent de l'État aux actionnaires, pour l'essentiel le clan Dassault, déjà assis sur un tas d'or.

Alors même qu'un

nouveau contrat Rafale avec l'Indonésie serait, selon la presse financière, sur le point d'être conclu, les travailleurs ont dès maintenant les armes en main pour défendre leurs intérêts propres : 200 euros net en plus sur le salaire, c'est toujours ce qu'ils exigent.

**Correspondant LO**

## Thales Groupe : travailleurs mobilisés pour les salaires

**À l'occasion de la journée de grève interprofessionnelle du 27 janvier, appelée par les centrales syndicales CGT/CFDT/CFE-CGC, les salariés de Thales, sur quasiment tous les sites du pays, et donc dans tous les secteurs de ce géant de l'électronique civil et militaire, ont exprimé leur mécontentement et leurs revendications sur les salaires.**

De quelques dizaines à plusieurs centaines de salariés se sont donc mobilisés ce jour-là au travers des assemblées générales, des débrayages et des manifestations. À Cholet, dans le Maine et Loire, 320 salariés ont débrayé. À Bordeaux, ils étaient 250, ce qui ne s'était jamais vu encore. Cent travailleurs à Thonon-les-Bains, en Haute-Savoie, et 90 à Méru, dans l'Oise, ont débrayé une heure. Le matin, sur le site de Thales AVS à Vélizy, dans les Yvelines, une assemblée a réuni une cinquantaine de travailleurs. L'après-midi, ils se sont retrouvés à une centaine dont 70 venus des sites alentour, Thales Services à Vélizy et Thales DIS, anciennement Gemalto, à Meudon dans les Hauts-de-Seine, à manifester dans l'usine. Ils en ont profité pour interpeller le DRH du groupe qui n'a pas pu échapper à l'expression du mécontentement. On a su très vite, parmi les travailleurs mobilisés des autres

sites, qu'à Vélizy, « le DRH s'était retrouvé bloqué! »

Cette journée a été riche en discussions, permettant, par exemple, aux salariés de chiffrer les augmentations. À AVS Vélizy, après sondage entre eux, les salariés estiment qu'il faudrait au minimum 150 à 200 euros en plus sur la fiche de paie.

La direction de ce groupe riche à milliards ose se plaindre, espérant duper les travailleurs au lancement des négociations annuelles salariales (NAO). Elle prévoit une enveloppe globale de 3,5%. « Insuffisant! », répondent les salariés, d'autant qu'il n'y a pas de minimum, ce qui laisse à chaque sous-direction le choix de décider, y compris de zéro pour cent d'augmentation générale.

Les salariés mobilisés des différents sites Thales se préparent à réagir ces prochains jours pour de vraies augmentations de salaires, pas pour des miettes.

**Correspondant LO**



Travailleurs de Dassault Aviation en décembre, à Mérignac.

## Groupe Safran : les débrayages continuent

**Les mouvements sur les salaires pour revendiquer une augmentation de 200 euros se poursuivent dans le groupe Safran, même si c'est de façon inégale selon les centres.**

À Corbeil, à l'occasion de la journée d'action des syndicats le 27 janvier, un important débrayage a eu lieu avec rassemblement de plusieurs centaines de grévistes aux portes du centre et une forte réduction de l'activité dans les ateliers toute la journée.

À Villaroche, c'est au rond-point d'entrée sur le site que les grévistes, principalement de l'équipe du

matin, s'étaient donné rendez-vous pour un rassemblement avec distribution de tracts en direction des salariés de la normale, plutôt contents d'exprimer eux aussi leur mécontentement en participant à cette opération escargot. Et une bonne partie de l'après-midi, l'atelier montage est resté désert.

Le fait que l'accord salarial entérinant les miettes proposées par la direction,

autour de 1,5% d'augmentation générale avec un talon de 37 euros brut, ait été signé par deux syndicats, n'a pas eu d'effet sur les grévistes.

Depuis, des débrayages quotidiens accompagnés par la CGT se poursuivent à Corbeil dans chacune des trois équipes. Et à Villaroche une heure d'information syndicale devait avoir lieu jeudi 3 février, à l'occasion d'un appel de la coordination CGT du groupe.

**Correspondant LO**

## SNCF Paris-Sud-Est : "Résolument déterminés"

Judi 27 janvier, journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations pour les salaires et les emplois, à près d'une cinquantaine, les cheminots de Paris sud-est ont interpellé le RRH des lignes D et R, à Paris Lyon. Ils n'ont pas

mâché leurs mots!

Côté salaires, ils ont dénoncé cette huitième année de gel, alors que tout augmente. En effet, beaucoup de cheminots ont un traitement inférieur au smic, et c'est seulement avec les primes qu'ils

arrivent un tout petit peu au-dessus.

Côté emplois, sur les lignes D et R, ce sont près de 93 suppressions de postes de commerciaux Transilien, 14 gares comme Ris-Orangis, Évry-Val-de-Seine, Bois-le-Roi, n'auront

même plus de guichet, d'autres vont réduire leur offre. La direction compte hypocritement sur les équipes EML (Équipe Mobile de Ligne) pour pallier la déshumanisation des gares, tout en continuant de les vider.

Côté communication, la SNCF lance sa campagne « Résolument client », mais pour les cheminots, c'est résolument l'exploitation. Heureusement, ils sont résolument déterminés à se défendre!

**Correspondant LO**

## Renault : la berceuse du PDG



« Renault est sauvé », un « avenir apaisé », « sur des rails », une « belle annonce », une « bonne nouvelle en train de se faire », une « usine fantastique », des marques « magnifiques », « on est très heureux » et, plus concrètement, 23 milliards investis sur cinq ans, telle serait la situation rose bonbon du constructeur automobile, à entendre son président Jean-Dominique Senard.

Invité le 28 janvier sur l'antenne de France Inter, le président de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi adoptait un ton guilleret pour commenter la stratégie commune de Renault et des deux autres membres de l'alliance, basée sur la propulsion électrique et ce qu'ils appellent la mobilité

connectée. La valeur de l'action a alors grimpé, mais satisfaire les spéculateurs est une chose, rassurer les travailleurs du groupe en est une autre.

Derrière les « bonnes nouvelles », comme le petit SUV électrique qui devrait être fabriqué à l'usine de Dieppe ou le « fleuron de

l'économie circulaire » que devrait devenir celle de Flins, c'est une opération somnifère que les dirigeants de Renault mènent à destination des dizaines de milliers de travailleurs des ateliers, des bureaux d'études et de l'ingénierie. Aux 275 000 emplois qui seraient menacés en Europe par le passage des constructeurs à l'électrique, Senard ne sait qu'opposer d'hypothétiques emplois. Ils sont censés être créés par la fabrication à grande échelle de véhicules électriques et connectés, ou par le recyclage de voitures

## Renault ElectriCity – Douai : premier bulletin de paye, premier débrayage...

Renault a créé Renault ElectriCity en regroupant trois usines du Nord : Douai, Maubeuge, Ruitz. Fin janvier, la première fiche de paye de cette nouvelle filiale devait remplacer les fiches de paye Renault.

La paye était évidemment très attendue, d'autant plus que l'avenir des salaires de la filiale inquiète. Déjà, on sait que les futurs embauchés seront payés à un taux inférieur à celui auquel sont payés les travailleurs actuels. La direction s'est seulement engagée à verser en 2022 « le même salaire qu'en 2021 ». Autrement dit, le salaire n'augmentera pas alors que les prix, eux, augmentent, et pas qu'un peu !

Un site permet de visualiser la fiche de paye. Jeudi 27 janvier, dans les ateliers, ça discutait ferme : il manquait entre 200 et 400 euros à chacun. Les syndicats de l'usine qui avaient unanimement signé la création de la filiale, pas fâchés de reprendre un ton plus

revendicatif, ont dénoncé le non-respect des accords et ont appelé à une distribution de tracts le vendredi 28 janvier au matin devant l'usine. Le résultat a été six kilomètres de bouchon alentour, 600 travailleurs en retard et une bonne partie d'entre eux encore plus en retard car une fois garés sur le parking, ils rejoignaient les militants devant l'usine au lieu d'aller au travail.

Le jour même, la direction a dit comprendre « l'inquiétude manifestée auprès des managers » (traduire : « la colère manifestée par les travailleurs en débrayage »). Elle a expliqué que l'argent manquant correspondait aux « accessoires » – les primes de transport, de panier, les heures supplémentaires, la prime de nuit – qui,

tous, seraient payés le mois suivant, fin février. Mais pour cette fois, elle s'engageait à verser l'équivalent des accessoires dès le 6 février pour compenser la perte. Il s'agissait, paraît-il, des « nouvelles règles ».

Les travailleurs ont montré clairement ce qu'ils en pensaient. 200 ou 400 euros dus et versés le mois suivant, ce n'est peut-être rien pour un gros salaire. Mais pour un salaire d'ouvrier, c'est une vraie perte. Renault ElectriCity promet un livret sur les nouvelles règles, comme si les ouvriers n'avaient pas compris. Mais justement si : ils ont bien compris qu'on voulait différer une partie de leur salaire, alors même qu'il faudrait au contraire augmenter ces payes qui ne permettent pas de vivre décemment.

Correspondant LO

d'occasion, sans qu'il s'agisse d'ailleurs d'embauches. En attendant, les dirigeants du groupe ont clairement prévu la suppression de 6 300 emplois sur les sites français, dont 3 700 dans l'ingénierie et les bureaux, et cela sans compter les emplois supprimés en cascade chez les sous-traitants.

Une seule chose est sûre, concernant l'usine de Flins, bombardée « vaisseau amiral » de la stratégie recyclage du directeur général de Meo, la production de la Micra y cessera en 2023 et celle de la Zoe électrique en 2024. Au-delà ne resteront, paraît-il, que des activités baptisées Re-factory

et peut-être 1 300 salariés, si l'on en croit la direction du site.

Bien sûr, Renault continuera de produire des voitures, électriques ou autres. Mais tous les travailleurs du groupe, intérimaires ou embauchés, sont en revanche bien moins certains de conserver leur emploi. Sans se fier aux discours lénifiants des dirigeants, les travailleurs des sites industriels, des centres de recherche, des fonderies et de l'ensemble de la filière automobile devront imposer que le travail soit réparti entre tous, sans diminution de salaire et en conservant tous les emplois.

Viviane Lafont

## Michelin – Bourges : mobilisation pour les salaires



Depuis deux semaines, les débrayages se succèdent dans toutes les équipes de l'usine Michelin de Saint-Doulchard, près de Bourges, pour exiger un salaire de 2 000 euros net. Plusieurs dizaines de travailleurs se réunissent tous les jours pour discuter et votent les débrayages journaliers.

Vendredi 28 janvier devait avoir lieu l'inauguration d'un nouveau secteur refait à neuf avec les aides de l'État, autrement dit « avec notre argent », en présence des autorités locales.

Les travailleurs avaient décidé de les accueillir en exprimant leur colère face aux propositions ridiculement basses de la direction : 2 % d'augmentation générale, alors que le carburant augmente chaque jour et

que les prix des produits de première nécessité explosent.

Finalement, la direction a annulé la réception en invoquant le Covid. Les travailleurs ne sont pas revenus pour autant sur leur décision et se sont rassemblés à plus de 50 devant la porte de l'usine, avec le soutien de militants syndicaux de la SNCF et de Rians, une entreprise de l'agroalimentaire.

Plusieurs travailleurs ont exprimé les raisons de leur colère, rappelant aux journalistes présents que les salaires chez Michelin à l'embauche sont de 1 300 euros net en 3x8 et qu'avec cela on ne peut pas vivre. Des débrayages et un autre rassemblement sont donc prévus.

Correspondant LO

## Médiathèque de Saint-Fons : les agents en colère

Mercredi 26 janvier, les agents municipaux de la médiathèque de Saint-Fons, dans le Rhône, ont fait grève toute la journée.



Depuis plusieurs mois, ils réclament le maintien des effectifs, car plusieurs d'entre eux sont en congé maternité, en disponibilité ou en congé maladie.

La mairie explique qu'elle veut maintenir un service public de qualité, mais elle refuse de remplacer les absents, sous prétexte qu'avec le Covid-19, l'affluence à la médiathèque est moindre. C'est en fait

une façon insidieuse de supprimer du personnel.

De fait, l'accueil des scolaires ne peut plus se faire et pour les agents, dans ces conditions, l'extension des horaires d'ouverture de la médiathèque du quartier des Clochettes est inenvisageable.

Mais par-dessus tout, ce qui a provoqué la colère a été le mépris affiché par la direction de la mairie qui

n'a pas daigné apporter la moindre réponse aux réclamations des agents, pas plus qu'à leur demande d'entrevue avec le maire. Pire : alors que les grévistes étaient rassemblés dans le hall, le maire a envoyé un de ses collaborateurs leur demander de s'éloigner car « ils faisaient trop de bruit et gênaient le service public ». Il n'a pas daigné venir à la rencontre des manifestants.

La nouvelle municipalité, élue en juin 2020, a beau se dire de gauche, elle se comporte avec les travailleurs de la commune comme n'importe quel patron, exigeant d'eux toujours plus d'efforts avec de moins en moins de moyens.

Si elle croyait pouvoir continuer ainsi impunément, c'est raté. Une première réaction a eu lieu et municipalité aurait tout intérêt à en tenir compte.

**Correspondant LO**

## Mairie de Beaucaire : grève contre le vol des congés



La colère couvait depuis des mois chez les agents de la mairie de Beaucaire, dans les Bouches-du-Rhône. Jeudi 27 janvier, ils ont manifesté dans la ville avec l'appui de la CGT.

La manifestation, partie des travailleurs des ateliers municipaux, a rapidement concerné tous les secteurs.

Dès 8 heures le matin, une quarantaine d'entre eux étaient présents place Jean-Jaurès avec banderoles et tracts pour s'adresser à la population. Ils dénonçaient le manque de personnel, le manque de matériel, que ce soit de véhicules ou même de savon ou de papier toilette, le matériel non réparé laissé à l'abandon, les insultes journalières de la part du

responsable. Ils doivent utiliser leurs propres outils. Ils dénonçaient vigoureusement leurs conditions de travail ainsi que la politique du maire, qui appartient au RN, notamment en matière de temps de travail.

En effet, l'horaire des agents de la collectivité dépasse la limite maximum, fixée par la loi à 1607 heures. La justice a donné raison au syndicat et la mairie doit rembourser les heures travaillées en trop : le travail non rémunéré s'élevait à douze jours à temps plein

par agent, auxquels il faut appliquer la majoration pour heures supplémentaires. Mais le maire a déclaré qu'il ne paierait pas.

En manifestation, les agents ont rejoint le marché du jeudi, puis à 11 heures, tout le monde s'est retrouvé devant la mairie : personnel des bureaux, union locale CGT, syndicat départemental CGT et les habitants de Beaucaire venus soutenir la grève.

Réunis en assemblée générale, les agents ont décidé de poursuivre leur mouvement et ont organisé un pique-nique devant les ateliers. Ce n'est que le début, ont-ils déclaré !

**Correspondant LO**

## La Poste : silence dans les rangs

Une factrice de l'Essonne dénonçait le 18 janvier sur la radio France-Info ses conditions de travail dans une petite commune.

Faute de personnel en nombre suffisant, les sautoches pré-triées sont bourrées d'erreurs. La factrice parlait du retard pris par les recommandés qu'elle distribue parfois avec deux mois de retard, du courrier non distribué rapporté le soir et qui s'accumule au bureau, des tournées qui s'allongent à chaque réorganisation. Elle-même n'arrive plus à faire la sienne alors qu'elle connaît parfaitement le quartier. Quand ce sont des intérimaires, sans cesse plus nombreux, qui découvrent la tournée, celle-ci devient mission impossible.

Cette situation, tous les postiers la connaissent bien. Un autre postier, du Sud-Ouest celui-là, y ajoutait la recette particulière de La Poste dans son secteur : faire tourner dans le quartier une voiture postale qui ne distribue que quelques

colis mais fait croire aux habitants que le leur va arriver. C'est l'effet « voiture jaune ».

Cet exposé de la réalité n'a manifestement pas eu l'heur de plaire aux sommets de La Poste. Dans la semaine qui a suivi, les postiers de différents bureaux se sont vu rappeler par les chefs leur « devoir de réserve ». Il ne faudrait pas dire à l'extérieur, et en particulier aux journalistes, ce qui se passe dans les bureaux. Les dirigeants de La Poste ont ainsi l'audace d'interdire aux postiers de s'exprimer librement alors qu'eux-mêmes se répandent sur la prétendue excellence de leurs services et mentent effrontément, présentant la Poste comme un groupe qui recrute alors que les effectifs ne cessent de diminuer.

**Correspondant LO**

## Pôle emploi : la galère des deux côtés du guichet

Mardi 1<sup>er</sup> février, dix organisations syndicales appelaient les agents de Pôle emploi à faire grève pour les salaires et les conditions de travail.

En dix ans, selon les syndicats, les travailleurs de Pôle emploi ont perdu entre 13 et 20 % de pouvoir d'achat, selon qu'ils sont des anciens des agences publiques de l'ex-ANPE ou des travailleurs de droit privé. La direction générale a proposé 1 % d'augmentation aux agents de droit privé, rien aux autres, et des primes. Chargés de suivre des chômeurs de longue durée ou cumulant les contrats précaires, 13 à 19 % de ces travailleurs sont eux-mêmes des précaires.

La charge de travail s'accroît sans cesse au fil des plans gouvernementaux : la réforme de l'allocation avec ses calculs complexes et catastrophiques pour les demandeurs d'emploi, l'obligation de recontacter l'ensemble des chômeurs de longue durée pour « des actions de remobilisation »,

la mise en route à venir des contrats d'engagement des jeunes de moins de 26 ans et l'intensification des contrôles exigée par Macron pour débusquer les allocataires qui ne chercheraient pas vraiment d'emplois... la plupart inexistantes.

Théoriquement, chaque conseiller doit gérer un portefeuille de 350 chômeurs, de catégorie A pour l'essentiel, c'est-à-dire sans aucun emploi. En réalité, il peut en avoir le double et même plus, de différentes catégories.

Mal payés, précaires pour une partie d'entre eux, chargés d'appliquer des mesures que beaucoup réprouvent, les travailleurs de Pôle emploi ont toutes les raisons de se sentir proches de ceux qui se trouvent de l'autre côté du guichet.

**Sylvie Maréchal**

## EDF : dirigeants syndicaux et direction main dans la main

**Du 25 au 27 janvier les salariés d'EDF ont été appelés à plusieurs mouvements de débrayages ou grèves et à des rassemblements.**

Le 25 janvier, journée prévue depuis des semaines, il s'agissait de réclamer une augmentation des salaires et des pensions de retraite dans le secteur de l'énergie. Mais, comme entre-temps le gouvernement avait décidé d'augmenter l'ARENH, c'est-à-dire la quantité d'électricité d'origine nucléaire qu'EDF a l'obligation de brader à ses concurrents, tous les syndicats appelaient à s'opposer à cette mesure le 26 janvier.

Enfin le 27 janvier, la journée interprofessionnelle était prévue. En pratique on a vu tous les

cas de figure, chaque site choisissant la ou les journées auxquelles participer. Mais le mouvement du 26 contre l'extension de l'ARENH fut de loin le plus suivi. Nombre de salariés craignent en effet pour leur avenir. Selon les chiffres de la direction, 51 % du personnel a fait grève ce jour-là, ce qui est considérable. Il s'agit d'une moyenne et le taux de grévistes atteint 62 % dans le parc nucléaire et 68 % dans l'hydraulique.

Il est évident que le mécanisme de l'ARENH est scandaleux. Rappelons que

les concurrents d'EDF qui sont plusieurs dizaines à se bousculer ne produisent pas le moindre kilowattheure pour l'écrasante majorité d'entre eux. C'est pourtant à ceux-là, aujourd'hui menacés de faillite par la hausse des cours européens de l'électricité ou même à ceux qui ne sont pas menacés, comme TotalEnergie ou Engie, que l'État veut faire cadeau d'une électricité nucléaire vendue à bas prix, pour qu'ils puissent la revendre plus cher aux usagers.

On comprend que bien des travailleurs craignent que cette mesure n'entraîne de grosses pertes, voire, qui

sait, que le gouvernement l'utilise comme prétexte pour provoquer un démantèlement ultérieur d'EDF, comme il en était question il n'y a pas si longtemps avec le plan Hercule, aujourd'hui officiellement abandonné. D'où le succès de la grève.

Mais un autre élément scandaleux est l'attitude des directions syndicales chez EDF, et principalement de la CGT qui reste, malgré un recul depuis plusieurs années, le syndicat le plus important. La grève du 26, encore une fois pour protester contre une mesure scandaleuse, correspondait en effet exactement à ce que souhaitait la direction.

Le PDG d'EDF a déploré l'extension de l'ARENH mais s'est incliné, car il est le représentant de l'État qui détient près de 84 % du capital d'EDF. Maintenant, ce sont les dirigeants syndicaux qui réalisent l'union sacrée avec leur direction. Le lendemain de la grève du 26, un tract publié au nom de l'ensemble des syndicats a titré : « *Salariés, Managers, Directeurs, Dirigeants, vous êtes 51 % à avoir fait grève.* » Voilà donc les directeurs et les dirigeants de l'entreprise embarqués sur

le vaisseau syndical.

Car il ne faut pas oublier que dans cette affaire, si EDF est mise à contribution, car elle ne pourra pas vendre l'électricité au prix qu'elle espérait, elle n'en demeure pas moins une entreprise extrêmement profitable, qui fait des bénéfices par milliards et qui exploite de plus en plus durement ses employés. Et de plus, ce n'est pas la première fois que l'État fait des cadeaux au capital privé, par le biais d'EDF.

Les dirigeants syndicaux espèrent grâce à leur attitude avoir la reconnaissance de la direction. Ils l'obtiendront peut-être. Mais cela ne changera pas le sort des travailleurs, dont les conditions de travail se dégradent notamment du fait des suppressions de postes, et dont les salaires sont à la traîne, ayant perdu 10 % de pouvoir d'achat en dix ans.

Il n'y a aucune communauté d'intérêt entre les travailleurs et la direction. Les travailleurs ont à défendre leurs propres intérêts contre le patron et l'État qui, dans le cas d'EDF, ne font qu'un.

Correspondant LO



Le 27 janvier 2022

### ARENH : une mobilisation de haut niveau !

Face à l'annonce du Gouvernement de relever le plafond de l'ARENH de 100 à 120 TWh et de ses lourdes conséquences pour l'avenir d'EDF, le personnel était appelé le 26 janvier à exprimer son opposition à cette mesure. Le résultat est sans appel :

**Salariés, Managers, Directeurs, Dirigeants, vous êtes 51 % à avoir fait grève.**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal février 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



# NATHALIE ARTHAUD

## LE CAMP DES TRAVAILLEURS

**lutte**  
ouvrière

## "Aller chercher l'argent là où il est!"

Dans les trois réunions publiques tenues par Nathalie entre le 26 et le 28 janvier, à Saint-Étienne, Annecy et Valence, la question des salaires était au cœur des préoccupations.

On entend partout des arguments censés balayer la revendication d'un minimum de 2000 euros net: la concurrence oblige les entreprises à être compétitives, la mondialisation tire les salaires vers le bas... Mais comme l'a dit un camarade: « Dans le passé aussi, il y a eu des moments où on croyait des choses

irréalisables. Les congés payés par exemple. Pourtant, nos revendications sont légitimes. » Le chantage selon lequel si les salaires augmentent, les patrons partiront méritait une réponse de notre candidate: « Montebourg a bien eu l'idée de bloquer les comptes des travailleurs immigrés qui envoient de l'argent à leurs familles...

*Pourquoi on ne bloquerait pas les comptes des patrons? Qu'ils partent s'ils veulent, nous on garde les capitaux et on gère l'entreprise!»*

Les patrons de PME ne pourraient pas augmenter les salaires? Mais pourquoi les aides-soignants, facteurs et autres, qui n'arrivent pas à vivre de leur salaire, se laisseraient-ils étrangler? Une comptable faisait remarquer que les petits patrons payent moins de cotisations que leur salarié pour un salaire au smic.

Et combien de PME appartiennent à un grand groupe? Dans la Drôme, LVMH a des unités de production de moins de 200 personnes. Enfin, même quand une PME a peu de moyens, il faut remonter la chaîne pour aller chercher l'argent là où il est: chez le donneur d'ordre, le banquier, les fournisseurs et les intermédiaires. Pour savoir où trouver l'argent, les travailleurs devront imposer l'ouverture et la transparence des comptes.

## "Comment changer la société?"

En trois jours, c'est avec près de 400 jeunes, entre l'université de Lyon 2, l'IEP de Lyon et des lycéens à Paris, que Nathalie a pu discuter des moyens de changer la société.

Pour marquer la différence entre communisme et stalinisme, il fallait rappeler le combat des trotskystes, ces révolutionnaires qui ont tout tenté en URSS pour empêcher la confiscation du pouvoir des ouvriers et des paysans, issu de la révolution d'Octobre 1917. Un capital politique qui est celui du communisme révolutionnaire.

Une étudiante s'interrogeait sur la place du combat féministe ou anti-raciste dans la campagne, une autre disait son inquiétude face à la répression d'État, une lycéenne son dégoût vis-à-vis du fait qu'on renvoie « des femmes et des hommes dans la mer ». Nathalie a affirmé son soutien à tous les opprimés qui se battent, le fait qu'elle-même se sent féministe en menant son combat,

et rappelé pourquoi elle met en avant « le camp des travailleurs »: la classe ouvrière est le seul levier avec lequel renverser et remplacer le capitalisme, car elle produit tout, y compris ces capitaux qui donnent son pouvoir à la bourgeoisie. C'est d'ailleurs dans les périodes révolutionnaires que les luttes contre toutes les formes d'oppression avancent le plus, quand les exploités se battent tous ensemble et soulèvent la chape de plomb des traditions et des préjugés entretenus pour les diviser.

Mais que feront les travailleurs d'entreprises comme Dassault si on exproprie les capitalistes, demandait un étudiant. Une telle entreprise, ce ne sont pourtant pas seulement des avions de guerre, mais des



Débat avec des étudiants à Lyon.

femmes et des hommes qui ont des compétences, « de l'or pour la société », a dit Nathalie, pour peu qu'ils les consacrent à d'autres enjeux comme les transports, la transition écologique, le traitement des déchets radioactifs, etc.

« Comment changer les choses? Réforme ou révolution? Quel régime mettre en place? Et si Nathalie était élue? » étaient autant de questions. « Si j'étais élue, je lancerais un appel pour que les travailleurs se réunissent, s'organisent, portent immédiatement leurs

revendications et leurs exigences aux patrons, et pour qu'ils les appliquent. Contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, ces exigences seraient soutenues par le pouvoir et auraient force de loi » a répondu la porte-parole et candidate de Lutte ouvrière.

Ces réunions, où la parole a beaucoup circulé, auront été l'occasion de « s'autoriser à penser le monde autrement », comme elle l'a dit avant d'appeler toutes et tous à s'engager pour une société fraternelle, organisée collectivement.

## Nouvelle parution

**Nathalie Arthaud**  
Communiste,  
révolutionnaire,  
internationaliste!

Éditions les Bons Caractères – 204 pages – 10 euros  
Disponible à partir du 3 février 2022 auprès de nos camarades, dans les librairies, et sur le site des Bons Caractères: [www.lesbonscaracteres.com](http://www.lesbonscaracteres.com)



## Meeting à Paris

**Samedi 12 février à 15 heures**

Salle de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>

Le meeting sera retransmis en direct sur le site de Lutte ouvrière

**Le site de campagne**  
sur [www.nathalie-arthaud.info](http://www.nathalie-arthaud.info)



## Réunions publiques

### Tours

**Jeudi 3 février à 20 heures**  
Centre de vie du Sanitas  
10, place Neuve

### La Rochelle

**Vendredi 4 février à 18 h 30**  
Salle René-Petit  
17, rue du Prado

### Nantes

**Samedi 5 février à 15 h 30**  
Salon Mauduit  
8, rue Arsène-Leloup

### Clermont-Ferrand

**Jeudi 10 février à 20 heures**  
Salle Duclos  
Rue Gaspard-Monge

### Montpellier

**Jeudi 17 février à 19 heures**  
Salle Pelloutier,  
pavillon Junon  
15, place Zeus

### Le Havre

**Samedi 19 février à 16 heures**  
Salle Franklin  
117, cours de la République

### Bourges

**Mardi 22 février à 18 heures**  
Amphithéâtre du Muséum  
Les Rives d'Auron

### Le Mans

**Mercredi 23 février à 18 heures**  
Salle Henri Barbin,  
31, bd Jean-Jacques-Rousseau

### Nice

**Vendredi 25 février à 19 heures**  
Hôtel Splendid  
50, bd Victor-Hugo

### Orléans

**Mercredi 2 mars à 20 heures**  
Centre de conférences

### Reims

**Vendredi 4 mars à 20 heures**  
Centre des congrès